

Déclaration préalable CFE-CGC Métiers de l'Emploi CSEC 9 octobre 2024

NE SABORDEZ PAS NOTRE MAISON COMMUNE !

Après les annonces de la Direction Générale au Conseil d'Administration de France travail en juillet sur un potentiel « gain d'efficience » représentant 2900 postes d'ici 2027, les échos annonçaient hier la suppression de 500 postes en 2025 à FT dans le cadre du Projet de Loi de Finances.

Un petit rappel et un élément de contexte. Toutes nos organisations syndicales et confédérales se sont pour la plupart opposées à la Loi Plein emploi. Nous sommes donc très proches de la déclaration qui vient d'être lue par nos collègues et compagnons de route.

Avec ces réductions de postes, nos moyens d'interventions risquent une nouvelle fois d'être diminués, au moment même où les projets/programmes se développent et se multiplient.



Le 24 mars dernier, notre lider maximo, Thibaut Guilluy déclarait: « En cas de coup de rabot sur France travail, le retour au plein-emploi serait menacé » Inquiet des arbitrages sur les coupes budgétaires du ministère du Travail, le directeur général de l'ex-Pôle emploi sort du bois : si les 2,5 milliards de crédits supplémentaires prévus d'ici à 2027 pour France travail sont ratiboisés, l'objectif de plein-emploi devient caduc ».

Depuis cet article, le budget a rencontré, non pas un rabot mais plutôt une hache, voire une tronçonneuse... Et notre boutique va devoir fonctionner sans les moyens espérés...

Une conséquence parmi d'autre : cette année, c'est NAO = 0 ; il n'y aura pas d'augmentation salariale!!!

Finalement, le projet de budget 2025 devrait donc conduire à supprimer 500 postes à temps plein.

En attendant la confirmation de ces arbitrages, nous craignons que cela ne conduise d'une part à ralentir la mise en œuvre de certains projets et d'autre part que l'établissement ne soit amené à externaliser encore plus une partie de ses activités. Comment assurer dans ce contexte la réforme de l'accompagnement des « bénéficiaires » du RSA et des jeunes ? Environ 1, 5 millions de nouveaux inscrits avec 500 personnes de moins pour faire les inscriptions.

Déclaration préalable CFE-CGC Métiers de l'Emploi CSEC 9 octobre 2024

NE SABORDEZ PAS NOTRE MAISON COMMUNE !

Nous refaisons aussi une alerte sur les fonctions supports qui ne doivent pas être les dindons de la farce ou les victimes sacrificielles d'un arbitrage interne ou externe.

Par ailleurs, les départs notamment de Paul Bazin et de Luciano(« CIAO ») Biondo, peuvent mettre à mal la crédibilité de notre institution et de ceux qui la dirigent. Ils interrogent sur la capacité de nos tutelles et de notre Direction générale à diriger ce qui ressemble de plus en plus à un bateau ivre, qui malheureusement n'est en rien Rimbaldien.

Pour l'instant, avec toutes ces entrées / sorties au sommet de l'établissement et un cap qui est trop souvent flou, on dira plutôt que l'on assiste à une piètre pièce de boulevard de LABICHE ou de FEYDEAU... où les portes claquent mais sans retour.

Au moment où se déroulent les ateliers vision/valeur, il serait bon de redonner le sens de notre action à nos collègues qui le cherchent tant.

Nous réaffirmons, avec force et vigueur, que France Travail doit avoir les moyens pour exercer ses missions au service des usagers.

Ce n'est pas courant à la CFE-CGC de citer Laurent FABIOUS mais en l'espèce on pourrait reprendre à notre compte sur ce projet budgétaire, une de ses interventions lorsqu'il interpellait un ministre à l'assemblée en 1997: « Pour être équilibré, votre projet l'est : 50% inapplicable, 50% d'inacceptable ». Ne sabordez pas notre maison commune !

C'est essentiel en ces temps incertains, nous sommes à France Travail l'un des derniers piliers et ultimes remparts de la protection sociale.

Ne le fissurez pas mais redonnez aux agents et à nos usagers un nouvel espoir !